

TROP DE GESTION TUE LE SOCIAL ! /

« Le travail social entre les pauvres et les marchés » **UNE CAMPAGNE RÉUSSIE** / Réflexion et débat autour de **LA SOUFFRANCE AU TRAVAIL / LE MANAGEMENT** en questions / **PAS DE BÉBÉS À LA CONSIGNE CONTINUE !**

PAGES 2 à 8

ACTUALITÉ SYNDICALE



NON TITULAIRES : LA LOI EST PARUE

DOSSIER

PAGES 9 à 14

SDU 94 / SDU 15 / SDU 87 Aux côtés des assistantes familiales / Elections COS à **IVRY-SUR-SEINE** / **INTER 87 / SDU 93** Jour de carence, jour de colère / Accord sur la santé et la sécurité au travail à la Ville de **PARIS** / Statut des personnels de la ville de **PARIS** / COUP DE PROJECTEUR SUR LE **SDUCLIAS 95-FSU** / La FSU s'implante aussi **DANS LES SA HLM**

EN DIRECT

PAGES 15 à 19

Pour un **PÔLE PUBLIC FINANCIER** / Arrêtons les suppressions d'emplois et les fermetures de **TRÉSORERIES** / **PERTE D'AUTONOMIE** un dossier à reprendre d'urgence

SOCIÉTÉ

PAGES 20 à 24

Syndicalement vôtre

journal du SNUCLIAS-FSU

n° 27 juin 2012

Union nationale des syndicats unitaires - Collectivités Locales Intérieur Affaires Sociales



PAGE I à VIII

CAHIER DÉTACHABLE

L'HEURE EST À UN VÉRITABLE CHANGEMENT :

**salaires, retraites, protection sociale,
services publics, égalité des droits....**

LES MARCHÉS FINANCIERS NE DOIVENT PLUS FAIRE LA LOI !

En portant leur choix pour une autre politique que celle que nous subissons depuis 2007, les français-es ont montré leur volonté de se voir offrir d'autres perspectives et ont confirmé que d'autres orientations politiques étaient nécessaires, et donc possibles, puisque le nouveau Président de la République a clairement mené sa campagne électorale sur le thème de la rupture avec la séquence précédente, tant sur le fond que sur la forme.

Nous avons clairement et sans ambiguïté, dans l'édito du *Syndicament vôtre* numéro 26 de mars dernier, indiqué qu'il était indispensable de changer de politique et sanctionner celle menée depuis plus de 5 ans qui risquait de remettre encore plus gravement en cause la cohésion sociale et les acquis collectifs au profit d'intérêts parti-

culiers, de rompre les solidarités ciment du système social «à la française», de renforcer les individualismes.

Le syndicalisme a été clairement montré du doigt, en ce qu'il serait soit disant, sorti de sa neutralité. En nous invitant au débat démocratique que constitue une élection présidentielle, qui concerne aussi les agents publics et leurs représentants, nous n'avons pas rompu avec notre responsabilité de défendre les intérêts des collègues : indépendants mais pas neutres, nous n'avons fait que pointer les dangers d'une telle situation et d'en tirer toutes les conséquences.

Nous n'avons pas défendu des «intérêts catégoriels» puisque nos réflexions étaient surtout guidées par la nécessité de défendre l'intérêt général, comme la question de la défense et du développement des services publics par exemple.

ACTUALITÉ SYNDICALE

Trop de gestion tue le social !

QUEL AVENIR POUR LES PROFESSIONS DU TRAVAIL SOCIAL ? QUEL



Le 27 mars, à l'initiative du SDU11 et avec le soutien de la FSU Languedoc-Roussillon, s'est tenue à Carcassonne une journée d'étude et de réflexion sur le thème « *Trop de gestion tue le social ! Quel avenir pour les professions du travail social ? Quel travail du social pour l'avenir ?* »

A l'origine de cette initiative, un groupe de travailleurs sociaux FSU guidé par la volonté de s'extraire du quotidien syndical et professionnel, de sortir la tête du guidon pour prendre le temps de réfléchir au sens politique de l'évolution

de nos métiers. L'engagement syndical des équipes du SDU11 dans le travail social est ancien, à travers nos actions, nos luttes, nous avons été confrontés à des évolutions



Mais nous sommes lucides. Nous savons tous, y compris dans la période, qu'il va falloir de nouveau peser dans le cadre du dialogue social et démocratique pour faire aboutir nos revendications. Espérons que nous ne nous heurterons pas à un mur et que nos exigences seront entendues : emploi, pouvoir d'achat, services publics, lutte contre la précarité, protection sociale, égalité homme-femme, amélioration des conditions de travail : autant de chantiers qui devront rapidement être ouverts et trouver des réponses positives.

À défaut, le mouvement syndical devra en tirer toutes les conséquences et mobiliser pour gagner de nouvelles luttes... syndicales.

Didier Bourgoïn

Secrétaire Général du SNUCLIAS-FSU



ACTUALITÉ SYNDICALE

TRAVAIL DU SOCIAL POUR L'AVENIR ?

fortes du travail social, de son fonctionnement, de sa gestion, de ses rapports aux politiques, aux employeurs.

La logique gestionnaire entraîne une remise en cause de nos pratiques et est une des raisons du malaise des travailleurs sociaux. La recherche effrénée d'économies s'accompagne d'un lot de publicités mensongères (qualité, libre choix, droit opposable...). Un intense travail de remise en cause des représentations du social et des valeurs de solidarité est passé par-là, contribuant à affaiblir les pratiques de terrain et la culture politique propres au champ social, malgré la remontée pré-occupante des inégalités.

QUEL EST CE SOCIAL

QUE LA GESTION EST EN TRAIN DE TUER ?

150 travailleurs sociaux du secteur public et du secteur privé, assistantes sociales, éducateurs, puéricultrices, administratifs avaient répondu présents démontrant ainsi leur besoin de réflexion et d'échange hors du cadre de leurs institutions.

Michel Chauvière, sociologue et chercheur au CNRS, Laurent Puech et Elsa Melon représentants de l'ANAS, et Hervé Heurtebize secrétaire national du SNUCLIAS-FSU sont intervenus chacun dans leur domaine et avec leur éclairage.

Michel Chauvière nous a proposé de nous interroger sur « *Quel est ce social que la gestion est en train de tuer ?* » à partir d'un rappel de l'histoire du social en France, de la place du travail social, de ses 4 piliers qui font système et le définissent :

des droits, des institutions, des savoirs et de la clinique.

LES DROITS : cette question est première, l'assistance est un droit, l'utilisateur n'est pas un bénéficiaire mais un ayant-droit.

LES INSTITUTIONS : le service public est une institution et pas une entreprise, elle s'installe dans le temps et fonctionne avec de l'argent public, du financement en sécurité ; les professionnels du social sont des professionnels de l'intérêt général, du bien commun et ne sont pas réductibles à la réponse aux usagers.

DES SAVOIRS : le travail social s'appuie sur des théories, des essais, des tentatives, sur la nécessité de continuer à penser.

LA CLINIQUE : c'est l'idée de l'individualisation du regard, du cas par cas, le travail social est fondamentalement une singularité, il s'inscrit dans la dimension de la rencontre, de la prise de risque qui détermine des choix professionnels.

DES LOGIQUES INSTITUTIONNELLES ET BUDGÉTAIRES CONTRAIRES À NOS MÉTIERS

Cette intervention a été complétée par des interventions de terrain de collègues du Conseil général, de la PJJ et de l'UDAF faisant part de leurs expériences et des difficultés à s'opposer et à résister aux logiques gestionnaires, aux remises en cause des compétences des évaluations des professionnels.

Les représentants de l'ANAS ont fait part de leur approche face à des logiques institutionnelles



➔ et budgétaires contraires à nos métiers, par exemple en travaillant sur des outils tels que le droit, en rappelant le cadre légal, en mettant en avant l'éthique, la technique, l'écrit.

Enfin Hervé Heurtebize a présenté la brochure éditée par le SNUCLIAS *Le travail social entre les pauvres et le marché* et l'interpellation dans le cadre des élections présidentielles et législatives sur la question de la place du social et du travail social.

Le succès de cette journée a permis de remobiliser les collègues et de constater la volonté des participants de poursuivre ce type de rencontres-débats sur les thématiques du travail social.

ACTUALITÉ SYNDICALE

SNUCLIAS-F.S.U.

Le travail social entre les pauvres et les marchés

« LE TRAVAIL SOCIAL

ENTRE LES PAUVRES ET LES MARCHÉS »

Une campagne réussie !

Le 20 mars dernier, lors d'une conférence de presse, le SNUCLIAS-FSU, lançait sa campagne d'interpellation en direction des candidats, respectant les valeurs démocratiques et républicaines, aux élections présidentielles, conjointement à la sortie de sa brochure militante *Le travail social entre les pauvres et les marchés*.

Les différents articles parus dans la presse du secteur social et éducatif, de la fonction publique témoignent de la réussite de ce temps fort syndical, largement relayé sur la toile, ou spontanément par nombre de citoyens internautes, lecteurs de la brochure en ligne, ainsi éclairés sur les politiques sociales et la dégradation des conditions de vie du plus grand nombre.

Autre motif de satisfaction, les retours très positifs des collègues, lors de diffusions, et les encouragements, notamment de sociologues ou de formateurs en travail social qu'ont reçu le SNUCLIAS et ses équipes militantes.

Le succès rencontré durant cette campagne, a conduit le SNUCLIAS à effectuer un nouveau tirage de la brochure. En quelques semaines, plus de 10 000 exemplaires ont ainsi été diffusés dans de nombreuses collectivités territoriales ou autres services publics, comme auprès de collègues exerçant dans l'associatif.

Sur le site du SNUCLIAS figurent les réponses des candidats à l'élection présidentielle auxquels il s'est adressé. Après l'interpellation des candidats aux élections législatives, et la remontée de leurs réponses, le SNUCLIAS produira un document permettant de suivre avec vigilance les éventuels engagements de chacun d'eux, s'ils devaient être élus.

TOUT LE DOSSIER EST DISPONIBLE
EN LIGNE DANS LA RUBRIQUE

DOSSIER « TRAVAIL SOCIAL » SUR :
www.snuclias-fsu.fr



Réflexion et débat autour de la souffrance au travail

À L'INITIATIVE DU SDU37

Depuis plusieurs années, les militants FSU du Conseil Général d'Indre et Loire, constatent un malaise croissant au sein des différentes directions de l'administration, et ce, pour diverses raisons : les restructurations inadaptées et, ou, à moyens constants, le

management arbitraire et autoritaire, le déclassement de certains cadres... avec en toile de fond une perte du sens du travail et des missions de service public.

Après avoir adressé une lettre ouverte à Mme Touraine, Présidente du Conseil Général, qui a donné lieu à une rencontre, notre équipe a



ACTUALITÉ SYNDICALE

pu constater un décalage très important entre notre perception de la réalité quotidienne des agents et l'attitude cynique et technocratique de la Présidente.

ENQUÊTE DE FOND

Afin de poursuivre la mobilisation et de rassembler les agents des différentes directions, nous avons organisé une réunion sur des heures d'informations syndicales, le vendredi 20 avril sur le thème de « la souffrance au travail », avec la participation de Patrick Coupechoux, journaliste, auteur de l'essai *La déprime des opprimés*.

Ce journaliste a mené une enquête de fond auprès des salariés, cadres, médecins du travail de différentes entreprises et auprès de psychiatres et syndicalistes : au cœur de la souffrance, on trouve le travail et ses nouvelles organisations, la disparition des collectifs, la mise en concurrence des individus, l'épée de Damoclès de la précarité et de l'exclusion, et au bout du compte l'isolement.

PATHOLOGIE DE LA SOLITUDE

Au-delà de l'entreprise, il y a une société qui fait disparaître les anciennes solidarités, au profit d'un « homme économique », individu du marché, libre et performant. Une société qui maltraite de plus en plus le sujet, livrant celui-ci à une véritable « pathologie de la solitude ».

Près de 80 personnes ont participé à cette rencontre et ont enrichi le débat qui a suivi l'intervention particulièrement captivante de Patrick Coupechoux.

Ce journaliste chaleureux et militant a été très apprécié de tous les participants.

Pour la première fois, des collègues de différents horizons et différents métiers ont pu se rencontrer et au-delà des situations individuelles, la dimension collective a été largement développée, comme un des moyens d'en sortir.



MARC



En ces temps incertains où il n'est plus possible de camoufler l'augmentation du chômage, où dans le privé aussi bien que dans le secteur public il est beaucoup question de souffrance au travail, où les agents de la fonction publique se trouvent confrontés à la réalité/brutalité de la RGPP, il nous a semblé important de réfléchir à tout cela, de prendre la distance nécessaire, de s'armer contre ce que l'on appelle pudiquement les risques psychosociaux. C'est pourquoi le 20 mars 2012 la section des communaux de Montreuil avait choisi d'organiser une conférence-débat sur le thème du travail.

ACTUALITÉ SYNDICALE

Pour animer la conférence du 20 mars 2012 nous avons fait appel à deux spécialistes du monde du travail : Vincent de Gaulejac et Gérard Filoche. Vincent de Gaulejac (directeur du Laboratoire de changement social à l'université Paris VII-Diderot. Membre fondateur de l'Institut international de sociologie clinique), est signataire de L'appel des appels. Enseignant, universitaire passé par l'expérience de l'éducateur de rue, il a développé le concept de sociologie clinique, il est notamment l'auteur de *Travail, les raisons de la colère* ouvrage panoramique dans lequel il se penche également sur la RGPP. Gérard Filoche, plus connu, est, quant à lui, Inspecteur du Travail aujourd'hui en retraite, encore récemment traîné en justice par le patronat, auteur de nombreux ouvrages dont *Salariés si vous saviez*. Il a apporté un éclairage technique différent et complémentaire.

UNE LONGUE TRADITION DE RÉVOLTE

De jacqueries en grèves générales, les révoltes, l'organisation, les luttes des travailleurs ont permis au fil des siècles d'alléger le poids du travail sur les individus, de passer de la servitude pure et simple à cette servitude volontaire qui s'exprime en principe aujourd'hui par un échange contractuel (ou statutaire dans la fonction publique). Mais, malgré cela, depuis quelques années, dans nombre de secteurs d'activités de nos pays dits développés, y compris dans le secteur public, une forme de régression est en train de s'installer qui dégrade suffisamment les conditions de travail au point que le contrat en devienne tellement déséquilibré que certains vont jusqu'à y perdre la vie.

Ce processus insoutenable ne nous paraît pas inéluctable, c'est pourquoi il était important de créer cette occasion d'échanger avec des spécialistes, de faire part de nos expériences afin que le débat s'enrichisse et que s'enraye le processus vénéneux.

« L'exploitation de l'homme par l'homme cessera le jour où chaque homme décidera de s'exploiter lui-même » avait suggéré voilà quelques décennies un jeune artiste prolifique qui gagnait sa vie comme ouvrier agricole. Était-ce un manifeste pour le développement de la très petite entreprise ou bien était-ce seulement son statut de créateur qui lui permettait cette forme d'analyse ? On pourrait y voir aujourd'hui une sorte de paraphrase de l'analyse que Vincent de Gaulejac fait à propos de la position du salarié dans son environnement professionnel.

DES RESSOURCES NATURELLES AUX RESSOURCES HUMAINES

Il n'y a pas si longtemps le terme de « ressources » était uniquement accolé à l'adjectif « naturelles », ces fameuses « ressources naturelles » dans lesquelles nos sociétés industrielles semblaient pouvoir puiser indéfiniment. Aujourd'hui on parle également de « ressources humaines ». Il n'est pas question de tordre le sens des mots pour arriver à ses fins mais lorsque l'on parle de ressources humaines dans un contexte social de précarité, de fuite des emplois et de chômage, on ne peut s'empêcher de penser à ce volant, réservoir humain dans lequel tous les secteurs d'activité semblent n'avoir qu'à puiser en fonction de leurs besoins. D'un côté les écarts se creusent mais d'un autre les conditions d'accès à l'emploi sont devenues telles que du smicard à celui qui accède enfin à un emploi dans lequel il s'épanouit après des années d'études, quand il ne s'agit pas du même, on entend souvent le discours identique de quelqu'un qui s'estime privilégié du simple fait qu'il a un emploi. C'est pourtant dans ce contexte que l'on parle de plus en plus de souffrance au travail. Paradoxe ?

LA NOTION DE SOUFFRANCE ET DE PEINE EST-ELLE DONC INDISSOCIABLE DE CELLE DE TRAVAIL ?

La racine du mot travail viendrait du mot latin populaire « tripalium » désignant un instrument de torture.



DREAN

ACTUALITÉ SYNDICALE

L'association du travail à la souffrance et au châtiement, dans la culture occidentale, est certainement plus ancienne et l'on pourrait s'en référer au texte biblique où, pour avoir voulu goûter au fruit de l'Arbre de la Connaissance, Adam et Eve se voient respectivement condamnés à «*produire son pain à la sueur de son front*» et à «*enfanter dans la douleur*». Vécu comme destin ou comme volonté, le travail n'est pas sans rapport avec la violence.

Tandis que des directives européennes tombent chaque jour, tout le monde se voit obligé de gérer les risques psycho-sociaux. Ici, à la ville de Montreuil, il ressort du bilan des sessions de sensibilisation à la prévention des risques psycho-sociaux - dans une sorte de déni préliminaire - qu'il faudrait commencer par utiliser les «bons» termes au-delà de ceux fréquemment employés comme stress, harcèlement, souffrance. Alors même que certains font remarquer que le travail ne justifie pas la souffrance, que l'efficacité et le bien-être sont compatibles tandis que d'autres suggèrent qu'il faudrait procéder à une réflexion sur le sens du travail.

«LE COURS DE L'EXPÉRIENCE A CHUTÉ»

D'après Marie Pezé, docteur en psychologie, psychanalyste, qui a créé la première consultation souffrance et travail en 1997, «*on cherche à se débarrasser du travail*». Comment faut-il entendre cela? La notion de *manager* à l'anglo-saxonne devient prépondérante autour de l'idée que ce qui se perd, c'est la connaissance des métiers. On n'a plus besoin de les connaître pour être un (bon) *manager*. On pourrait même penser que cela pourrait être nuisible à la réussite de contrats d'objectifs irréalistes pour qui connaîtrait un tant soit peu les conditions réelles de réalisation.

Est-ce que l'avènement et la glorification d'une société presse-bouton ne facilite pas la suppression d'emplois dans des secteurs entiers relevant d'une activité manuelle, d'un savoir faire dès lors méprisé? Que ce soit au bureau face à un écran d'or-

dinateur ou bien face à un lave-vaisselle, on trie, on range, on classe, des données, des assiettes, et puis on appuie sur le bouton. On n'est plus dans l'effectuation. Il semble admis que de nos jours une grande partie du stress au travail provienne non pas de la quantité de production effectuée mais des divers dysfonctionnements des systèmes informatiques. «*Le cours de l'expérience a chuté*» constatait Walter Benjamin en 1936. Le problème ne date pas d'aujourd'hui.

Michel Perreault, auteur de *Je ne suis pas une entreprise* y montre comment «*les humains sont de plus en plus souvent atteints par des maladies transmises par les entreprises*». Lors du débat, les collègues du CHSCT ont pu nous faire part d'une envolée inquiétante ces dernières années de l'évolution statistique du nombre de maladies professionnelles et de consultations de la médecine professionnelle pour ce qui concerne les agents de la ville de Montreuil. La loi de modernisation sociale de 2002 crée un nouveau délit, le harcèlement moral inscrit dans le code pénal. On donne ce nom à la maltraitance managériale. S'il y a délit, il peut y avoir saisine de la justice, mais Gérard Filoche a choisi de nous éclairer en nous faisant part de son expérience professionnelle d'inspecteur du travail sur le terrain sans entrer dans les méandres du processus judiciaire.

Pour Vincent de Gaulejac, la véritable nature de la fonction du sociologue, c'est d'un côté être «*le poil à gratter*» du pouvoir, exercer une fonction critique, déconstruire les fondements des idéologies dominantes, et d'un autre travailler avec les acteurs sociaux, les aider à mieux comprendre les contradictions qui les animent et les inhibent. Le savoir de l'expert n'a de valeur que s'il est co-construit avec les acteurs.

«SALARIÉS SI VOUS SAVIEZ»

Gérard Filoche nous a assuré que la figure du patron ne «*donnait*» pas de travail (nous serions tenté d'ajouter : dans une relation de soumission du sa-



➔ larié tout comme dans le «donnez-nous notre pain quotidien») mais bien que le patronat avait besoin de ce travail que les salariés choisissent de vendre. «En un siècle, des congés payés à la semaine de quarante heures puis de trente-cinq on a divisé le temps de travail par deux. Et puis voilà qu'on inverse la vapeur. Accepter aujourd'hui l'idée que nous devons travailler davantage demain c'est accepter d'être des esclaves plus compétents et plus endurants. La «religion du travail» comme disait Paul Lafargue connaît peu de résistance à son entreprise. Ses croyants sont de plus en plus nombreux dans un monde où règne l'agitation névrotique des marchés. La philosophie et la démocratie sont balayées par le temps de l'économie. Le temps c'est

ACTUALITÉ SYNDICALE

de l'argent et les gains se calculent désormais à la nanoseconde, voire à la picoseconde.» indique Henri Jorda, Maître de conférences à l'université de Reims Champagne-Ardennes.

Même si les organisations syndicales ont chacune un système d'analyse et de réponse, il nous a paru nécessaire d'essayer de faire en sorte que chacun en tant qu'individu puisse penser les problèmes liés aujourd'hui au travail au-delà du ressassement des idées reçues et autres préjugés distillés par la société néolibérale qui seraient : «fin du travail sous l'aspect du salariat», «retour des loueurs de bras», «les fonctionnaires sont privilégiés», «on est bien obligés de s'adapter à la mondialisation», «le droit du travail est trop contraignant en France», «il va devenir impossible de financer les retraites». Tout cela est propre à déclencher des situations de souffrance liées au travail. Gérard Filoche démonte ces idées reçues dans son ouvrage *Salariés si vous saviez*.

«Aller au chagrin» pour «aller au travail» est une expression populaire qui ne date pas d'aujourd'hui, mais la souffrance au travail a pris un tour nouveau. Et c'est cela que Vincent de Gaulejac va mettre essentiellement en lumière durant son intervention.

« TRAVAIL, LES RAISONS DE LA COLÈRE »

Reprenant la méthode de son ouvrage intitulé *Travail, les raisons de la colère*, il va explorer les sources de cette situation inquiétante. Pour cela il décrit les liens entre la dimension psychologique du mal-être, les mutations organisationnelles et les transformations du capitalisme financier. Comment l'idéologie gestionnaire transforme l'humain en ressource au service de la rentabilité de l'entreprise. Désormais la souffrance au travail manifeste une nouvelle exploitation psychique, tout aussi réelle que l'ancienne exploitation du prolétariat dans le capitalisme industriel.

Comment dans le secteur public la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) engendre désorganisation et désespérance. Comment la frénésie modernisatrice, la culture du résultat et l'obsession évaluatrice créent un monde du travail où les individus, les salariés, sont trop souvent confrontés à des injonctions paradoxales et donc pathogènes.

SE RÉVOLTER OU SE DÉTRUIRE

Face aux violences apparemment innocentes de cette nouvelle gouvernance, les salariés semblent n'avoir pas d'autre choix que de se révolter ou de se détruire. La dépression étant une réponse suffisamment partagée pour justifier la recherche d'autres voies. Vincent de Gaulejac, en sociologue clinicien, a esquissé les bases d'un diagnostic à partir duquel il définit les conditions qui permettraient de «travailler mieux pour vivre mieux».

L'intervention de Vincent de Gaulejac a permis à chacun des participants de commencer à entrevoir et à mieux identifier les mécanismes pathogènes de la fuite en avant à laquelle le monde du travail est confronté désormais. Tandis que par une accumulation d'anecdotes, souvent tragiques, Gérard Filoche a montré comment, malgré toutes les formes de pression, il ne fallait rien laisser filer des conditions de travail dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité au risque de voir un jour le piège se refermer sur un membre, une intégrité psychique, une vie. Comme l'avait montré Roger Vaillant en 1955 dans son roman *325 000 Francs*.

Pas de bébés à la consigne continue !

Près de 400 personnes ont participé à la soirée de débats avec les représentants des candidats à la Présidence de la République le 20 mars à la bourse du travail de Paris. Une salle où on reconnaissait de très nombreux agents des établissements de la petite enfance de Paris et de banlieue.

Les réponses au questionnaire envoyé aux candidats visibles sur le site internet du collectif (www.pasdebebesalaconsigne.com) et les interventions des représentants des candidats de gauche montrent les voies d'une autre politique possible autour de l'objectif d'un service public. Mais les réponses de François Hollande restent bien imprécises, tant sur l'abrogation du décret Morano qui aggrave les conditions de travail des personnels et d'accueil des enfants, que sur les modalités possibles de mise en œuvre et de financement d'un tel service public. Le Collectif interpellera les candidats aux législatives et a demandé audience au ministre chargé de la petite enfance dès la formation du gouvernement.

